

PROGRAMME TAIÛWAN SUR LA SÉCURITÉ ET LA DIPLOMATIE

Septembre 2022

La politisation des relations entre Taïwan et l'Europe depuis 2020

Quentin Couvreur



FONDATION
pour la RECHERCHE
STRATÉGIQUE

Quentin Couvreur est doctorant en science politique, mention relations internationales, au Centre de recherches internationales (CERI) de Sciences Po, sous la direction du Professeur Frédéric Ramel. Diplômé de Sciences Po, il a effectué des échanges universitaires à l'Université de Pékin et à l'Université nationale de Singapour. Ce travail de recherche est issu de son mémoire de Master 2, supervisé par la Professeure Delphine Allès, intitulé « Entre visibilité et normalisation : la politisation des relations entre Taïwan et les États membres de l'Union européenne depuis 2020 ».

Le Programme Taïwan sur la sécurité et la diplomatie vise à permettre une meilleure compréhension des principaux enjeux à Taïwan et dans le détroit de Taïwan, ainsi que du potentiel de coopération entre la France, mais aussi l'Union européenne, et Taïwan, à travers l'organisation de conférences et la publication d'articles, ainsi que des entretiens avec des décideurs politiques et des experts taïwanais de premier plan. Ce programme de recherche indépendant bénéficie d'un soutien du Bureau de représentation de Taipei en France.

Les opinions exprimées ici n'engagent que la responsabilité de leur auteur.

Résumé

En octobre 2021, en amont de sa visite en République tchèque et en Slovaquie, le ministre taïwanais des Affaires étrangères Jaushieh Joseph Wu se félicitait de l'avènement d'une « nouvelle ère d'échanges entre Taïwan et l'Europe »¹. En effet, les relations entre Taïwan et l'Europe connaissent une triple dynamique inédite depuis 2019-2020, aussi bien au sein des États membres qu'au niveau des institutions de l'Union européenne (UE).

Premièrement, l'importance économique et stratégique de Taïwan s'est fortement renforcée au cours des dernières années, au point que la Commission européenne considère désormais Taipei comme un « partenaire » de sa stratégie dans la région indopacifique². Deuxièmement, cet intérêt renouvelé et l'intensification des menaces chinoises contre l'île contribuent à assurer à Taïwan une visibilité politique et médiatique sans précédent en Europe³. Enfin, troisièmement, l'attention portée à Taïwan a récemment conduit à une densification des relations politiques – matérialisées par des visites et des déclarations hautement symboliques – entre l'île et certains États européens, en particulier en Europe centrale et orientale.

Cette politisation progressive des relations euro-taïwanaises coïncide également avec un changement d'attitude vis-à-vis de la Chine, qualifiée pour la première fois de « rival systémique » et de « concurrent stratégique » par la Commission européenne en 2019⁴.

I. Entre l'Europe et Taïwan, un demi-siècle de relations non officielles

I.1. De la rupture diplomatique au développement des relations non officielles

Les relations entre Taïwan et les États européens se déroulent dans le cadre de la politique d'une seule Chine en vertu de laquelle ces derniers ne peuvent avoir de relations diplomatiques officielles qu'avec la République populaire de Chine ou avec la République de Chine (Taïwan)⁵. Dans les années 1960 et 1970, cette politique conduit à la rupture progressive des relations officielles avec Taïwan, au profit de la République populaire : la France établit des relations diplomatiques avec Pékin en 1964, suivie par l'Italie en 1970, la République fédérale d'Allemagne (RFA) en 1972, ou encore la Communauté économique européenne (CEE) en 1975. Expulsée de fait des Nations unies en octobre 1971, la République de Chine est de plus en plus isolée diplomatiquement : à la fin des années 1970, elle n'entretient plus de relations diplomatiques avec aucun État européen, à l'exception notable du Saint-Siège. De surcroît, cet isolement diplomatique se double d'un fort « isolement politique »⁶. En effet, Pékin s'oppose fermement aux échanges de nature politique entre le gouvernement taïwanais et les gouvernements étrangers, et plus généralement « à tout rapport susceptible de suggérer une reconnaissance – même de facto – de Taïwan »⁷.

Les contraintes imposées par la politique d'une seule Chine expliquent pourquoi les relations non officielles entre Taïwan et les États européens se développent d'abord dans la sphère privée, à partir des années 1970. Ainsi, si des bureaux de représentation bilatéraux sont progressivement rétablis, ce sont en

¹ « [Joseph Wu: la nouvelle ère d'échanges Taïwan-Europe est arrivée](#) », Radio Taïwan International, 23 octobre 2021.

² « [La stratégie de l'UE pour la coopération dans la région indo-pacifique](#) », Commission européenne, 16 septembre 2021.

³ BONDZAZ Antoine, « [Renforcer la coopération tout en maintenant le statu quo dans le détroit de Taïwan](#) », in Construire l'autonomie stratégique de l'Europe face à la Chine, Institut Jacques Delors, Rapport n° 124, décembre 2021 ; BONDZAZ Antoine, « [Strengthening economic cooperation while defending the status quo: the deepening of relations between Europe and Taiwan](#) », Global Governance Programme, EU-Asia Project / Europe in the World, European University Institute, Policy Briefs, 2022/07.

⁴ « [EU-China Strategic Outlook: Commission and HR/VP contribution to the European Council](#) », Commission européenne, 12 mars 2019.

⁵ La « République de Chine » (中華民國) est le nom officiel de l'État établi à Taïwan. Contrairement aux autres États qui développent leur propre « politique d'une seule Chine », la République populaire de Chine soutient quant à elle le « principe d'une seule Chine » (一个中国原则), plus restrictif. Officiellement considéré comme la « pierre angulaire de la politique du gouvernement chinois à l'égard de Taïwan », il conduit Pékin à considérer Taïwan comme une partie intégrante de son territoire. Pour la position chinoise, voir « [The Taiwan Question and China's Reunification in the New Era](#) », Taiwan Affairs Office and the Information Office of the State Council, août 2000.

⁶ MENGIN Françoise, « Une privatisation fictive : le cas des relations avec Taïwan », in HIBOU Béatrice (dir.), *La privatisation des États*, Paris, Karthala, 1999, p. 200.

⁷ *Ibid.*, p. 198.

général des structures associatives privées, souvent créées sous l'impulsion de groupes patronaux. Par exemple, l'Association française pour le développement du commerce avec l'Asie, ancêtre de l'actuel Bureau français de Taipei (BFT), est créée en 1978 sous la forme d'une association Loi 1901. Toutefois, dans les années 1980, l'essor des échanges économiques entre l'Europe et Taïwan rend nécessaire un processus d'« institutionnalisation » des relations⁸. Puis, des relations politiques limitées sont établies dès la fin des années 1980 entre l'Europe occidentale et Taïwan, ce que le sinologue Jean-Pierre Cabestan considère comme une « normalisation des relations politiques non-officielles »⁹.

1.2. La normalisation limitée du début des années 1990

Dans le cas de la France, la normalisation se traduit par l'amorce d'une coopération militaire avec Taïwan, le gouvernement autorisant les chantiers navals français à participer à un appel d'offres pour la construction de six frégates, ou encore par des visites de responsables politiques. Ainsi, en janvier 1991, pour la première fois depuis la rupture des relations diplomatiques en 1964, le ministre français de l'Industrie, Roger Fauroux, se rend en visite à Taïwan. Voyageant à titre privé, le ministre n'en rencontre pas moins le président taïwanais Lee Teng-hui, le Premier ministre Hau Pei-tsun et plusieurs ministres. Cette initiative française est suivie par la plupart des gouvernements d'Europe de l'Ouest, et les visites de responsables politiques se succèdent au début des années 1990¹⁰. Le contexte semble en effet favorable : le dynamisme économique de Taïwan, la démocratisation du régime et l'évolution de la politique étrangère sous la présidence de Lee Teng-hui (1988-2000), de même que la fin de la Guerre froide et le coup d'arrêt porté aux relations sino-européennes par le massacre de la place Tian'anmen de 1989, participent à ce rapprochement entre l'Europe et Taïwan.

La normalisation des relations politiques non officielles entre Taïwan et l'Europe de l'Ouest atteint son paroxysme dans la première moitié des années 1990, avant de subir un coup d'arrêt en raison de l'hostilité de la Chine. En 1992, l'annonce de la livraison de la vente de 60 avions de chasse Mirage 2000 à Taïwan provoque une sévère crise diplomatique entre Paris et Pékin. Celle-ci est résolue par le communiqué conjoint franco-chinois du 12 janvier 1994, dans lequel le gouvernement français reconnaît pour la première fois « Taïwan comme une partie intégrante du territoire chinois »¹¹. Dès lors, la politique de la France à l'égard de Taïwan devient beaucoup plus « prudente »¹², tout comme celle de ses voisins européens. Ainsi, les relations politiques régressent : en 1998, le secrétaire d'État au Commerce extérieur, Jacques Dondoux, devient le dernier ministre français en exercice à se rendre à Taïwan.

Parallèlement, le gouvernement taïwanais tente de capitaliser sur l'effondrement du bloc communiste et la fin de la Guerre froide pour nouer des relations diplomatiques avec les pays d'Europe centrale et orientale dans le cadre de sa « diplomatie pragmatique » (務實外交)¹³. Cette politique est un échec, malgré l'éphémère existence d'un consulat général taïwanais à Riga, en Lettonie, entre 1992 et 1994, et l'établissement de relations diplomatiques avec la Macédoine entre 1999 et 2001. En revanche, durant les années 1990, Taïwan parvient à élargir et approfondir ses relations politiques non officielles avec plusieurs autres États d'Europe centrale et orientale. Parmi ces derniers, la République tchèque est celui qui met en œuvre « la politique la plus audacieuse »¹⁴ à l'égard de Taïwan. Par exemple, en juin 1995, le président tchèque Václav Havel reçoit le Premier ministre taïwanais Lien Chan, un geste hautement symbolique et inédit qui suscite la colère de Pékin.

⁸ MENGIN Françoise, « Taiwan's non-official diplomacy », *Diplomacy and Statecraft*, vol. 8, n° 1, 1997, p. 230.

⁹ CABESTAN Jean-Pierre, « France's Taiwan Policy: A Case of Shopkeeper Diplomacy », article présenté à l'occasion de la conférence *The Role of France and Germany in Sino-European Relations*, organisée par le Centre d'études français sur la Chine contemporaine et la Hong Kong Baptist University, 22-23 juin 2001.

¹⁰ Pour la liste complète des visites entre 1991 et juin 1993, voir MENGIN Françoise, « Taiwan's non-official diplomacy », *op. cit.*, pp. 236-237.

¹¹ « Un communiqué conjoint de Paris et Pékin M. Balladur fera une visite en Chine 'dans un avenir proche' », *Le Monde*, 12 janvier 1994.

¹² CABESTAN Jean-Pierre, « France's Taiwan Policy... », *op. cit.*, p. 10.

¹³ Initiée par le président Lee Teng-hui à la fin des années 1980, la « diplomatie pragmatique » comprend deux dimensions complémentaires : d'un côté, le gouvernement cherche à augmenter le nombre d'alliés diplomatiques de Taïwan en renonçant aux principes de politique étrangère édictés à l'époque de Chiang Kai-Shek et en acceptant le principe d'une « double reconnaissance » de Pékin et Taipei. De l'autre côté, les autorités taïwanaises poursuivent une stratégie d'approfondissement des relations non officielles que l'île entretient avec les États qui reconnaissent uniquement Pékin.

¹⁴ TUBILEVICZ Czeslaw, « Europe in Taiwan's Post-Cold War Foreign Relations », *Diplomacy and Statecraft*, vol. 18, n° 2, 2007, p. 425.

I.3. Au début des années 2000, vingt ans de relative stabilité

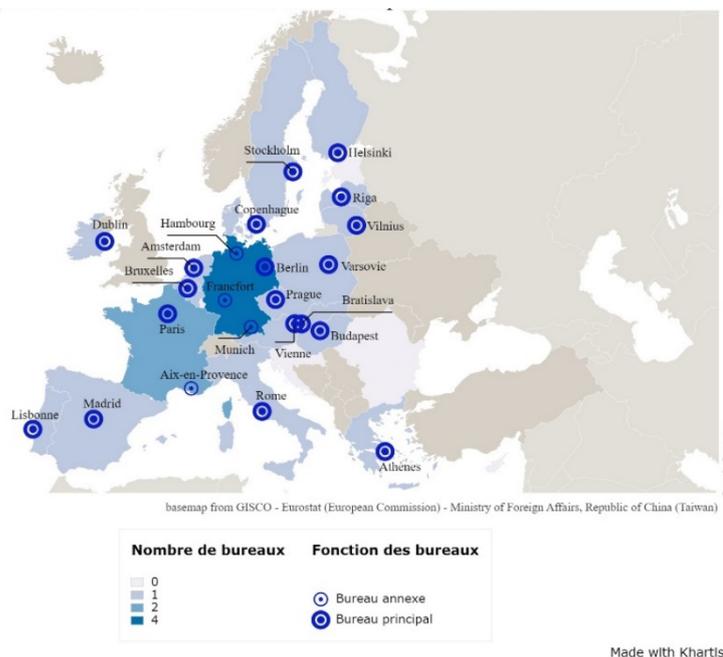
De la fin des années 1990 à la fin des années 2010, les relations non officielles sont marquées par une relative stabilité. Désormais, quinze États membres de l'Union européenne disposent de bureaux de représentation à Taïwan (voir annexe). En novembre 2021, la Lituanie est devenue le 19^e pays européen à accueillir sur son sol un bureau de représentation taïwanais, portant à 23 le nombre de bureaux taïwanais en Europe (voir la carte ci-dessous et le tableau en annexe)¹⁵.

Dans le domaine économique, les relations se développent, au point que les échanges commerciaux entre Taïwan et l'Union européenne atteignent 50,5 milliards d'euros en 2019 (soit une hausse de 38 % par rapport à 2005), faisant de l'île le 15^e partenaire commercial de l'UE. Cette situation cache d'importantes disparités entre les États européens, le volume du commerce germano-taïwanais étant de loin le plus important (15,8 milliards d'euros en 2019). En outre, si l'UE est également le premier investisseur étranger à Taïwan, les investissements taïwanais en Europe sont assez faibles.

En dépit de ces bonnes relations économiques, les relations politiques non officielles demeurent limitées, les États se montrant réticents à compromettre leurs relations avec une Chine en pleine expansion. Dans ce contexte, ils refusent généralement de recevoir sur leur sol les cinq principaux dirigeants politiques taïwanais¹⁶, tandis que très peu de délégations ministérielles se rendent sur l'île.

Seule subsiste une diplomatie parlementaire (création de groupes d'amitié, visites de parlementaires, vote de résolutions...) d'intensité variable selon les pays, et qui ne rencontre pas toujours un grand écho. Ainsi, malgré une première normalisation au début des années 1990, les relations politiques non officielles entre Taïwan et les États européens demeurent généralement limitées dans les deux premières décennies du XXI^e siècle.

Carte des bureaux de représentation de Taïwan dans l'Union européenne en 2022



¹⁵ Le nom choisi pour le bureau, « Taiwanese Representative Office in Lithuania », se distingue des noms généralement utilisés dans les autres pays, qui évoquent Taipei plutôt que Taïwan. La mention directe de Taïwan est contestée par la Chine, et provoque une grave crise diplomatique entre les deux pays à partir de l'été 2021, suivie de mesures de rétorsion économique de la part de Pékin.

¹⁶ Selon une règle tacite, qui a néanmoins connu quelques exceptions au cours du temps, les États membres de l'UE refusent alors de recevoir les cinq dignitaires taïwanais suivants : le président, le vice-président, le Premier ministre, le ministre des Affaires étrangères et le ministre de la Défense (voir LAN Yuchun, « The European Parliament and the China-Taiwan Issue: An Empirical Approach », *European Foreign Affairs Review*, vol. 9, n° 1, 2004).

I.4. Le tournant de 2019-2020

Les années 2019 et 2020 marquent un double tournant dans les relations politiques entre l'Europe et Taïwan. En effet, Taïwan obtient une visibilité politique et médiatique inédite en Europe, tandis que la hausse du soutien à l'égard de Taïwan se traduit par plusieurs actes symboliques.

Si la rupture temporelle apparaît clairement *a posteriori*, celle-ci ne doit pas pour autant être surestimée. Ainsi, dès 2016, l'élection de la présidente Tsai Ing-wen, issue du Parti démocrate progressiste, entraîne une réorientation de la politique étrangère taïwanaise, qui cherche à approfondir les coopérations et diversifier ses partenaires¹⁷. Pour étendre son « espace international » (國際空間), le gouvernement taïwanais s'appuie sur un solide réseau de groupes d'amitié parlementaires, patiemment tissé dans les années 1990 et 2000 (voir en annexe).

Or, la mobilisation de ces groupes de soutien s'intensifie après l'élection de Tsai. Par exemple, en juin 2017, à l'instigation du sénateur Lucio Malan, président du groupe d'amitié parlementaire Italie-Taïwan, le Sénat italien adopte une motion soutenant la participation de Taïwan à certaines organisations internationales¹⁸. En outre, plusieurs parlementaires se mobilisent pour promouvoir la participation de Taïwan à l'Assemblée mondiale de la santé (AMS), l'organe décisionnel de l'Organisation mondiale de la santé (OMS)¹⁹. Ces actions sont encouragées par le gouvernement taïwanais, qui lance en septembre 2018 une grande campagne de diplomatie publique sous le slogan *Taiwan Can Help*.

Les premières manifestations tangibles de la dynamique de rapprochement politique entre Taïwan et certains États européens se produisent en 2019. Ainsi, suite à un différend avec l'ambassadeur de Chine, le maire de Prague, Zdeněk Hřib, se rend à Taïwan en mars 2019, où il rencontre la présidente Tsai Ing-wen. Puis, en octobre 2019, il rompt l'accord de jumelage liant la capitale tchèque à Pékin, avant de signer un accord similaire avec la ville de Taipei en janvier 2020.

Ce geste, avant tout symbolique, n'en demeure pas moins le signe que certains responsables politiques européens sont désormais prêts à renforcer leurs relations avec Taïwan au détriment de leurs relations avec la Chine. Autre signe de l'évolution à venir, en octobre 2019, un groupe transpartisan de parlementaires issus de plusieurs États de l'UE et du Parlement européen crée le Formosa Club, dans le but de promouvoir la coopération et les échanges euro-taïwanais²⁰.

La pandémie de Covid-19 contribue à la forte accélération de la dynamique de soutien enclenchée quelques mois plus tôt. Au printemps 2020, alors que de nombreux pays européens sont contraints de confiner leur population, Taïwan fait figure de modèle en matière de gestion sanitaire²¹. Les bons résultats obtenus par Taïwan dans la lutte contre l'épidémie attirent l'attention des médias européens, qui multiplient les articles sur le « modèle taïwanais »²².

Dans ce contexte, le gouvernement taïwanais capitalise adroitement sur ses succès sanitaires pour amplifier sa campagne *Taiwan Can Help* et promouvoir l'association de Taïwan aux travaux de l'OMS. De plus, il met en place une véritable diplomatie médicale, connue sous le nom de « diplomatie des masques » (口罩外交), ce qui lui permet d'obtenir la gratitude de plusieurs gouvernements européens. Par exemple, en avril 2020, Taïwan fait don de 5,6 millions de masques à l'Union européenne. Ce geste est publiquement salué sur Twitter par la présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen²³.

¹⁷ C'est notamment l'objectif de la New Southbound Policy (新南向政策), lancée en septembre 2016, qui vise en particulier l'Asie du Sud-Est, l'Asie du Sud et l'Australasie.

¹⁸ « [Atto di Sindacato Ispettivo n° I-00705](#) », Senato Della Repubblica, 27 juin 2017.

¹⁹ Taïwan est autorisé à participer à l'AMS entre 2009 et 2016, sous la présidence de Ma Ying-jeou (馬英九). Suite à l'élection de Tsai Ing-wen, à partir de 2017, la Chine s'oppose au renouvellement de l'invitation de Taïwan.

²⁰ « [European political leaders form Formosa Club to support Taiwan](#) », *Taiwan News*, 17 octobre 2019.

²¹ Au 1^{er} juillet 2020, Taïwan ne compte alors que 447 cas, et seulement 7 décès. À cette date, la France enregistre près de 30 000 décès.

²² CONDOMINAS Baptiste, « [Taïwan, un modèle dans la lutte contre le coronavirus](#) », Radio France Internationale, 12 mars 2020.

²³ Compte Twitter d'Ursula von der Leyen ([@vonderleyen](#)), 1^{er} avril 2020.

Tweet de remerciement de la présidente de la Commission européenne, 1^{er} avril 2020



Dès les premiers mois de la pandémie, la mobilisation politique en faveur de Taïwan s'accroît en Europe, tandis que la Chine fait l'objet de critiques de plus en plus prononcées. Cette mobilisation se traduit par un large soutien à la participation de Taïwan à l'Assemblée mondiale de la santé prévue en mai 2020, qui ne suffit toutefois pas à faire céder Pékin. La médiatisation de Taïwan au cours du printemps 2020 permet à ses soutiens européens d'obtenir une plus grande visibilité, tandis que les parlementaires favorables au rapprochement avec l'île multiplient les initiatives. Cette mobilisation s'amplifie rapidement, notamment dans plusieurs pays d'Europe centrale et orientale (République tchèque, Lituanie, Slovaquie...) qui bénéficient de dons de matériel médical taïwanais. Par exemple, en avril 2020, 50 des 141 députés du Parlement lituanien et 6 des 11 députés lituaniens au Parlement européen signent une lettre adressée au président Gitanas Nausėda, pour lui demander de soutenir la participation de Taïwan à l'AMS²⁴.

Tweets de parlementaires en soutien à la participation de Taïwan à l'AMS, mai 2020²⁵



Ainsi, le printemps 2020 ouvre un nouveau chapitre dans l'histoire des relations non officielles entre Taïwan et l'Europe, marqué par un renforcement des relations politiques. Celui-ci présente deux caractéristiques qui contrastent avec la normalisation politique limitée des années 1990. Premièrement, les échanges politiques avec Taïwan sont devenus plus diversifiés et impliquent un plus grand nombre d'acteurs politiques, y compris à l'échelon supranational. Les autorités taïwanaises entretiennent désormais des liens politiques avec des groupes parlementaires, des ministères, des municipalités, ou encore des exécutifs régionaux, qui forment un réseau plus dense qu'au début des années 1990.

Deuxièmement, la dynamique actuelle, en ce qu'elle témoigne d'un « nouvel engouement »²⁶ pour Taïwan en Europe, est d'une nature inédite. En effet, elle s'enracine dans un soutien de plus en plus fort en faveur de Taïwan parmi les acteurs politiques, mais aussi dans l'opinion publique. Illustration de ce phénomène,

²⁴ Compte Twitter du député lituanien Mantas Adomėnas (@Adomenas), 22 avril 2020.

²⁵ Compte Twitter du député allemand Norbert Röttgen (@n_roettgen), 19 mai 2020 ; compte Twitter du député estonien au Parlement européen Urmas Paet (@Urmaspaeet), 13 mai 2020.

²⁶ SZCZUDLIK Justyna, « The EU's new hype around Taiwan: Prospects for a more granular approach », 9DashLine, 23 septembre 2021.

un sondage réalisé par la radio tchèque en janvier 2020 a montré que 67 % des personnes interrogées étaient favorables au développement des relations avec Taïwan, en dépit des récriminations de la Chine²⁷.

2. Les vecteurs du rapprochement politique entre l'Europe et Taïwan

La dynamique politique initiée en 2019-2020 s'est encore amplifiée au cours des deux dernières années, sous les effets conjugués de trois principaux vecteurs : la diplomatie parlementaire, la diplomatie déclaratoire gouvernementale, ainsi que les rencontres et visites de responsables gouvernementaux.

2.1. La diplomatie parlementaire, moteur du renforcement des relations

Acteurs majeurs des relations entre Taïwan et l'Europe depuis les années 1990, les parlementaires jouent un rôle de premier plan dans l'accroissement des échanges politiques. En effet, contrairement aux responsables ministériels, ils ne sont pas soumis aux contraintes de la politique d'une seule Chine, et possèdent donc une plus grande liberté d'action que ces derniers. Ainsi, à partir de 2021, les résolutions parlementaires de soutien à Taïwan se multiplient à travers l'Europe. Par exemple, en France, pour la première fois, le Sénat adopte à la quasi-unanimité (304 voix pour, 19 abstentions) une résolution en faveur de l'association de Taïwan aux travaux de certaines organisations internationales, en mai 2021²⁸. Cette initiative est suivie en novembre 2021 par le vote d'une résolution similaire à l'Assemblée nationale, également adoptée à la quasi-unanimité (39 voix pour, 2 contre, 3 abstentions)²⁹. De même, en décembre 2021, la commission des Pétitions du Bundestag vote une résolution appelant le gouvernement allemand à approfondir les liens avec Taïwan, tout en restant « sous le seuil des relations diplomatiques »³⁰, donc dans le cadre de la politique d'une seule Chine.

En outre, les visites de délégations parlementaires officielles à Taïwan se succèdent à partir de 2020. Contrairement aux déplacements de parlementaires invités par le gouvernement taïwanais, qui sont fréquents et anciens, les délégations parlementaires officielles sont beaucoup plus rares. À cet égard, la visite historique du président du Sénat tchèque, Miloš Vystrčil, en août-septembre 2020, marque le début d'un cycle qui se prolonge en 2021 et 2022. Premier président d'un parlement étranger à assister à une séance du Yuan législatif de Taïwan depuis 45 ans, Miloš Vystrčil rencontre également la présidente Tsai Ing-wen. La visite s'effectue en dépit des menaces du ministre chinois des Affaires étrangères, Wang Yi, ce dernier affirmant que le président du Sénat tchèque « paierait cher » le fait d'avoir « franchi la ligne rouge »³¹.

Visite du président du Sénat tchèque Miloš Vystrčil à Taïwan en 2020³²



²⁷ « [Exkluzivní průzkum: Česko by mělo prohlubovat vztahy s Tchaj-wanem, myslí si dvě třetiny lidí](#) » [Sondage exclusif : la Tchéquie devrait approfondir ses relations avec Taïwan, selon les deux tiers des personnes interrogées], *iROZHLAS*, 17 février 2020.

²⁸ « [Résolution en faveur de l'association de Taïwan aux travaux de plusieurs organisations internationales](#) », Sénat, 6 mai 2021.

²⁹ « [Résolution n° 717 en faveur de l'association de Taïwan aux travaux des organisations internationales et des forums de coopération multilatérale](#) », Assemblée nationale, 29 novembre 2021.

³⁰ « [Austausch und Kooperation zwischen Deutschland und Taiwan](#) » [Échanges et coopération entre l'Allemagne et Taïwan], Bundestag, 9 décembre 2021.

³¹ « [FM Wang Yi says Czech Senate speaker crossed China's red line on Taiwan](#) », CGTN, 2 septembre 2020.

³² Compte Twitter du Sénat tchèque (@SenatCZ), 3 septembre 2020 ; compte Twitter du président du Yuan législatif, You Si-kun (游錫堃) (@sikunyou), 3 septembre 2020.

En 2021, des parlementaires de plusieurs pays européens se rendent à leur tour à Taïwan pour témoigner leur soutien et favoriser les coopérations bilatérales. Ces déplacements très médiatisés commencent par la première visite d'une délégation officielle du Sénat français, en octobre 2021. Conduite par le sénateur Alain Richard, ancien ministre de la Défense et président du groupe d'échanges et d'études Sénat-Taïwan, la délégation est reçue par la présidente Tsai Ing-wen et le ministre des Affaires étrangères Jaushieh Joseph Wu, en dépit des pressions exercées par Pékin³³. Puis, à la fin du mois de novembre 2021, une délégation composée de parlementaires des trois États baltes (Lituanie, Lettonie et Estonie) se rend pour la première fois sur l'île et rencontre également la présidente Tsai³⁴. En décembre 2021, une délégation officielle de l'Assemblée nationale se rend elle aussi à Taïwan : composée de 6 députés, elle est, pour la première fois depuis plus de deux décennies, conduite par un ancien président de l'Assemblée nationale, François de Rugy, qui est par ailleurs président du Groupe d'études à vocation internationale sur les questions liées à l'expansion de l'économie taïwanaise (GEVI Taïwan)³⁵. Enfin, le cycle se prolonge en avril 2022, avec la visite inédite d'une délégation suédoise composée de parlementaires nationaux et d'eurodéputés³⁶, puis, en juin 2022, d'une délégation slovaque.

Rencontres des deux délégations parlementaires françaises avec la présidente Tsai Ing-wen, en 2021³⁷



Ainsi, la diplomatie parlementaire apparaît comme particulièrement active depuis 2020. Si les parlementaires ne représentent pas le gouvernement à l'étranger, ces déplacements se font régulièrement en coordination avec ce dernier, ce qui permet de contourner l'absence de relations intergouvernementales. Toutefois, il arrive aussi que la diplomatie parlementaire contredise l'action du gouvernement en matière de relations avec la Chine et avec Taïwan. Par exemple, la visite du président du Sénat de la République tchèque à Taïwan s'oppose à la ligne pro-chinoise suivie par le président tchèque, Miloš Zeman, et fait l'objet de critiques publiques de la part du porte-parole de la présidence et du ministre des Affaires étrangères de l'époque, Tomáš Petříček³⁸. Rouage essentiel des relations politiques entre Taïwan et les États européens, l'intensification de la diplomatie parlementaire ne coïncide donc pas toujours avec une évolution de la politique gouvernementale à l'égard de Taïwan.

2.2. La fin d'un tabou : la diplomatie déclaratoire gouvernementale

Toutefois, au-delà de la diplomatie parlementaire, le rapprochement entre Taïwan et certains États européens se traduit également par une diplomatie déclaratoire gouvernementale de plus en plus affirmée. Auparavant largement tabou, la mention de Taïwan par des responsables ministériels tend à devenir plus fréquente, et les relations politiques sont plus ouvertement assumées que par le passé. Alors qu'elles étaient autrefois totalement inexistantes, les références à Taïwan de la part d'acteurs gouvernementaux sont désormais plus nombreuses sur les réseaux sociaux. Les premiers messages sont apparus au printemps 2020, en pleine pandémie de Covid-19, quand Taïwan a fait don d'équipements médicaux à plusieurs pays européens.

³³ « [Conduite par Alain Richard, une délégation sénatoriale française entame une visite de cinq jours à Taïwan](#) », *Taiwan Info*, 6 octobre 2021.

³⁴ « [Des parlementaires de Lituanie, Lettonie et Estonie reçus par la présidente Tsai](#) », *Taiwan Info*, 30 novembre 2021.

³⁵ LEMAÎTRE Frédéric, « [Des députés français en visite à Taïwan en pleine campagne référendaire](#) », *Le Monde*, 20 décembre 2021.

³⁶ « [Une délégation parlementaire suédoise entame une visite inédite à Taïwan](#) », *Taiwan Info*, 11 avril 2022.

³⁷ Compte Twitter de Tsai Ing-wen ([@iingwen](#)), 7 octobre 2021 ; et 16 décembre 2021.

³⁸ « [Senate speaker announces trip to Taiwan, potentially angering China](#) », *Radio Prague International*, 9 juin 2020.

Par exemple, en avril 2020, le ministre lituanien des Affaires étrangères Linas Linkevičius a pour la première fois publié un tweet remerciant Taïwan pour son « acte de solidarité » envers la Lituanie³⁹. Quant à son successeur, Gabrielius Landsbergis, il a publié six tweets mentionnant Taïwan entre juin 2021 et août 2022⁴⁰. De même, en mars 2022, le ministre tchèque des Affaires étrangères, Jan Lipavský, a publié un tweet pour remercier Taïwan d'avoir fait don d'1,5 million de dollars pour les réfugiés ukrainiens⁴¹.

Tweets du ministre lituanien des Affaires étrangères mentionnant Taïwan, 2021-2022



Certains gouvernements européens se montrent également plus enclins à évoquer Taïwan dans leurs déclarations et documents officiels. Ainsi, en juin 2021, un communiqué conjoint des dirigeants du G7, dont sont membres l'Allemagne, la France et l'Italie, mentionne pour la première fois nommément Taïwan. Les dirigeants y soulignent « l'importance de la paix et de la stabilité dans l'ensemble du détroit de Taïwan », et encouragent « les parties de chaque côté du détroit à résoudre leurs enjeux de manière pacifique »⁴², un message que la France réitère régulièrement depuis. Par exemple, le 20 janvier 2022, dans un communiqué conjoint avec leurs homologues japonais, les ministres français des Affaires étrangères et des Armées ont « souligné l'importance de la paix et de la stabilité dans le détroit de Taïwan, et ont réitéré leur engagement pour encourager une résolution pacifique des relations inter-détroit »⁴³. De même, alors que les premières versions de la stratégie française dans l'Indopacifique n'évoquaient pas Taïwan, la nouvelle version du document publiée en février 2022 mentionne les « tensions dans le détroit de Taïwan »⁴⁴ et cite l'île comme l'un des « partenaires clés [de l'UE] dans les chaînes de valeur mondiales »⁴⁵.

2.3. Surmonter les réticences : les rencontres et visites gouvernementales

Enfin, le rapprochement politique actuel passe par la hausse du nombre de visites et de rencontres entre des responsables gouvernementaux européens et taïwanais. En raison de l'opposition de la Chine à toute action susceptible de suggérer une forme de reconnaissance diplomatique de Taïwan, ces événements sont rares depuis la fin des années 1990, les interactions se faisant avant tout au niveau administratif et technique. Ainsi, dans le cas de la France, seuls les directeurs de directions ministérielles se rendent parfois à Taïwan, aucun ministre n'ayant fait le déplacement depuis 1998. De même, lorsque des ministres ou vice-ministres taïwanais se rendent en France, ils ne s'entretiennent pas directement avec leurs homologues français. En Allemagne, les restrictions sont un peu moins importantes, puisque des secrétaires d'État parlementaires (un rang équivalent à celui de ministre délégué en France) effectuent occasionnellement des visites à Taïwan, où ils s'entretiennent avec des responsables gouvernementaux⁴⁶. Depuis 2020, cette situation

³⁹ Compte Twitter de Linas Linkevičius (@LinkeviciusL), 21 avril 2020.

⁴⁰ Compte Twitter de Gabrielius Landsbergis (@GLandsbergis), 22 juin 2021 ; et 2 août 2022.

⁴¹ Compte Twitter de Jan Lipavský (@JanLipavsky), 15 mars 2022.

⁴² « Carbis Bay G7 Summit Communiqué: Our Shared Agenda for Global Action to Build Back Better », G7, 13 juin 2021.

⁴³ « 6e communiqué conjoint des ministres des Affaires étrangères et de la Défense de la République française et du Japon », Ministère des Affaires étrangères, 20 janvier 2022.

⁴⁴ « La stratégie de la France dans l'Indopacifique », Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères, février 2022, p. 9.

⁴⁵ *Ibid.*, p. 70.

⁴⁶ Par exemple, en août 2019, le secrétaire d'État parlementaire auprès du ministre fédéral des Transports et de l'Infrastructure numérique, Steffen Bilger, s'est rendu à Taïwan et a été reçu par le vice-ministre des Affaires étrangères, Kelly Wu-chiao Hsieh (謝武樵) (compte Twitter du ministère taïwanais des Affaires étrangères (@MOFA_Taiwan), 27 août 2019).

n'évolue guère en Europe occidentale, où les gouvernements demeurent réticents à entretenir publiquement des contacts avec des ministres taïwanais.

En revanche, la hausse des interactions au niveau ministériel est plus marquée dans plusieurs pays d'Europe centrale et orientale, en particulier la Lituanie, la République tchèque, et la Slovaquie. En octobre 2021, le ministre du Conseil national de développement de Taïwan (國家發展委員會), Kung Ming-hsin, et le ministre de la Science et des Technologies, Wu Tsung-tsong, se sont rendus dans ces trois pays, à la tête d'une délégation économique et commerciale comprenant 65 officiels et dirigeants d'entreprise. Qualifiée par le ministre Kung de « *tournant historique* » pour les relations entre Taïwan et l'Europe⁴⁷, cette visite très médiatisée avait pour objectif de développer la coopération économique et industrielle entre Taïwan et ses partenaires européens, notamment en matière de semi-conducteurs. En outre, en octobre 2021, le ministre taïwanais des Affaires étrangères, Jaushieh Joseph Wu, s'est rendu en République tchèque et en Slovaquie, sa première visite en Europe depuis juin 2019⁴⁸. Puis, en décembre 2021, le secrétaire d'État auprès du ministère slovaque de l'Économie, Karol Galek, est devenu le plus haut représentant de la Slovaquie à se rendre à Taïwan depuis l'ouverture de bureaux de représentation entre les deux États en 2003. Durant sa visite, il participe notamment à l'inauguration de la Commission taïwano-slovaque de coopération économique, en présence du ministre Kung Ming-hsin⁴⁹. Enfin, le 11 janvier 2022, ce dernier a tenu une réunion en visioconférence avec la ministre lituanienne de l'Économie, Aušrinė Armonaitė, un événement auquel s'est également joint le ministre taïwanais des Affaires étrangères⁵⁰.

Ces exemples démontrent que les interactions intergouvernementales entre Taïwan et les pays d'Europe centrale et orientale concernent avant tout la coopération économique, pour deux raisons. Premièrement, les échanges dans ce domaine sont mieux tolérés par Pékin, car ils sont plus aisément justifiés en termes fonctionnels. Par exemple, la directrice générale de la Coopération économique au sein du ministère slovaque des Affaires étrangères a déclaré que la visite de Karol Galek à Taïwan était de nature « *économique* » et « *non politique* »⁵¹. Deuxièmement, comme dans les années 1990, ces interactions au niveau ministériel sont une forme d'« *extension* »⁵² des relations économiques bilatérales. En effet, les interactions politiques sont essentielles à leur développement, notamment dans des secteurs industriels stratégiques comme les semi-conducteurs.

Tweets à l'occasion de la visite du MAE taïwanais Jaushieh Joseph Wu en Europe, en 2021⁵³



⁴⁷ STRONG Matthew, « [Taiwan to award scholarships to semiconductor students from Europe](#) », *Taiwan News*, 25 novembre 2021.

⁴⁸ Il s'était alors rendu au Danemark à l'occasion du Sommet de la démocratie de Copenhague.

⁴⁹ « [Taiwan et la Slovaquie inaugurent une commission de Coopération économique](#) », *Taiwan Info*, 7 décembre 2021.

⁵⁰ « [Economic, trade ties prioritized during Taiwan-Lithuania ministerial talks](#) », *Taiwan Today*, 12 janvier 2022.

⁵¹ LIN Chia-nan, « [Visit to enhance economic ties: Slovak delegation](#) », *Taipei Times*, 10 décembre 2021.

⁵² MENGIN Françoise, « Taiwan's non-official diplomacy... », *op. cit.*, p. 234.

⁵³ Compte Twitter du ministère taïwanais des Affaires étrangères (@MOFA_Taiwan), 26 octobre 2021 ; et 27 octobre 2021.

3. La politisation des relations euro-taïwanaises, un processus protéiforme et hétérogène

La dynamique actuelle entre Taïwan et certains États européens traduit un double mouvement. D'un côté, elle résulte de la *visibilisation* de Taïwan dans la sphère politique, où divers acteurs s'approprient la question et l'érigent en enjeu de nature politique. La diplomatie parlementaire et la diplomatie déclaratoire gouvernementale participent de ce processus. D'un autre côté, cette dynamique repose également sur la *normalisation politique* des échanges avec Taïwan. En effet, alors que les interactions au niveau intergouvernemental avec Taïwan étaient encore taboues il y a quelques années, celles-ci s'intensifient depuis 2020, bien qu'elles restent sous le seuil des relations diplomatiques officielles. Ainsi, ce double mouvement conduit à une forme de *politisation* des relations non officielles entre certains États européens et Taïwan, puisque ces dernières se transforment progressivement en relations de nature politique⁵⁴. Plus approfondie que dans les années 1990, la politisation des relations à l'œuvre depuis 2019-2020 présente donc un caractère inédit.

Néanmoins, la politisation des relations euro-taïwanaises est loin d'être un processus uniforme, et il est important de ne pas occulter les fortes disparités qui subsistent entre les États. En Europe occidentale, la visibilité politique de Taïwan est une réalité, mais la normalisation politique demeure encore faible. À cet égard, le cas de la France est relativement éloquent. En effet, la diplomatie parlementaire française est l'une des plus actives d'Europe sur Taïwan, tandis que la question s'invite désormais lors d'émissions politiques⁵⁵. De même, la diplomatie déclaratoire du gouvernement français se montre ferme quant aux manœuvres chinoises dans le détroit de Taïwan. Pourtant, en dépit de liens économiques solides entre les deux pays, les échanges ministériels – sans parler de visites de ministres français à Taïwan – sont officiellement inexistantes. Une situation quelque peu similaire peut être observée en Italie, bien que la visibilité de Taïwan y soit moins importante qu'en France. Ces derniers mois, le Parlement italien s'est montré de plus en plus actif sur le sujet⁵⁶, sans que cela n'entraîne de normalisation au niveau gouvernemental. Enfin, en Allemagne, si la ministre des Affaires étrangères Annalena Baerbock met en œuvre une diplomatie déclaratoire plus affirmée que celle de son prédécesseur, le processus de normalisation reste relativement peu avancé.

À l'inverse, le processus de politisation des relations est plus abouti dans le cas de la Lituanie, de la République tchèque, ou encore de la Slovaquie, trois pays dans lesquels une vague d'élections législatives en 2020-2021⁵⁷ a donné lieu à l'arrivée au pouvoir de gouvernements plus favorables à la coopération avec Taipei. Dans ces trois États, la diplomatie parlementaire et la diplomatie sub-étatique (municipalités, régions...) ont joué un rôle primordial dans l'intensification des relations politiques. Au niveau gouvernemental, les échanges ministériels se normalisent progressivement, notamment en matière de coopération économique et scientifique. Néanmoins, tous les États d'Europe centrale et orientale ne manifestent pas le même empressement à développer leurs relations avec Taïwan. Par exemple, les liens politiques sont faibles avec la Roumanie (il n'existe d'ailleurs pas de bureaux de représentation entre les deux pays), pourtant 6^e pays le plus peuplé et 13^e économie de l'UE. En outre, dans certains pays d'Europe du Sud, comme le Portugal ou la Grèce, qui maintiennent d'importantes relations avec la Chine, la visibilité et la normalisation demeurent également faibles.

⁵⁴ Nous adaptons ici la définition proposée par le sociologue Philippe Braud, pour qui la politisation renvoie à un « processus de transformation d'un problème de société en problème politique » (voir Philippe Braud, *Sociologie politique*, 1^e éd., Paris, LGDJ, 2014, p. 625).

⁵⁵ Par exemple, en janvier-février 2022, deux candidats à l'élection présidentielle française, Anne Hidalgo et Fabien Roussel, ont été spécifiquement interrogés sur leur position vis-à-vis de Taïwan lors de leur passage dans l'émission « C dans l'air », les propos ambigus du second suscitant une vague d'indignation sur les réseaux sociaux (voir le compte Twitter de C dans l'air (@cdanslair), 13 février 2022).

⁵⁶ En mars 2022, la Chambre des députés a notamment voté une motion sur la politique italienne dans l'Indopacifique, qui mentionne Taïwan.

⁵⁷ Février 2020 (Slovaquie), octobre 2020 (Lituanie), octobre 2021 (République tchèque).

Dynamiques de politisation des relations avec Taïwan en 2020-2022⁵⁸

Type de dynamique	Politisation aboutie	Visibilisation sans normalisation	Politisation faible
Exemples d'États de l'UE	Lituanie	Allemagne	Grèce
	République tchèque	France	Portugal
	Slovaquie	Italie	Roumanie

Enfin, il est important de souligner que cette politisation des relations avec Taïwan ne remet pas en cause la politique d'une seule Chine, puisque ce processus n'entraîne pas de reconnaissance diplomatique. Tous les États européens continuent de s'inscrire dans le cadre de la politique d'une seule Chine, y compris ceux dont les relations politiques avec Taipei sont les plus abouties. Par exemple, en novembre 2021, dans un contexte de fortes tensions avec la Chine provoquées par l'ouverture du bureau de représentation taïwanais à Vilnius, le ministère lituanien des Affaires étrangères a publiquement « réaffirm[é] son adhésion à la politique d'une seule Chine », tout en rappelant avoir « le droit d'élargir la coopération avec Taïwan et d'établir des représentations non diplomatiques pour assurer le développement pratique de ces liens »⁵⁹. Ainsi, contrairement à ce qu'affirme régulièrement le gouvernement chinois, aucun État ne se rend coupable d'une « violation grave de la politique d'une seule Chine »⁶⁰ en développant ses relations politiques non officielles avec Taïwan.

4. Le renforcement des relations entre Taïwan et les institutions de l'Union européenne

Parallèlement à la politisation des relations entre Taïwan et certains États européens, les liens politiques avec les institutions de l'Union européenne se sont également renforcés depuis 2020. La dynamique actuelle rappelle celle qui prévaut au sein de plusieurs États : le Parlement européen déploie une diplomatie particulièrement proactive, tandis que la Commission européenne – traditionnellement bien plus réticente à mentionner ouvertement Taïwan – multiplie désormais les références à Taïwan dans ses communications officielles et accroît la coopération avec l'île.

4.1. Le Parlement européen, soutien majeur de Taïwan

Depuis les années 1980, le Parlement européen joue son rôle de « voix normative »⁶¹ de l'UE en se différenciant des autres institutions européennes par son soutien appuyé au développement des relations avec Taïwan. En dépit de faibles prérogatives dans le domaine de la politique étrangère, le Parlement européen a largement contribué « à modifier la perception, au niveau européen, de la question taïwanaise », comme l'affirmait déjà Valérie Niquet en 2003⁶². Ainsi, à partir des années 1990, le Parlement européen a adopté de nombreuses résolutions sur Taïwan, dans le cadre d'une diplomatie parlementaire très active. Cette dernière est notamment orchestrée par le Groupe d'amitié Parlement européen-Taïwan, créé en 1991, et aujourd'hui présidé par l'eurodéputé allemand Michael Gahler (PPE).

À partir de 2020, le rôle moteur de la diplomatie du Parlement européen dans le développement des échanges politiques entre l'UE et Taïwan s'est encore accentué, tandis que ses actions ont fortement contribué

⁵⁸ Tableau adapté de COUVREUR Quentin, *Entre visibilité et normalisation : la politisation des relations entre Taïwan et les États membres de l'Union européenne depuis 2020*, mémoire de recherche en science politique, IEP de Paris, 2022, p. 59 et p. 143.

⁵⁹ « [On China's decision not to return ambassadors](#) », Ministry of Foreign Affairs of the Republic of Lithuania, 21 novembre 2021.

⁶⁰ « [Question-Réponse du porte-parole de l'Ambassade de Chine en France au sujet d'un projet de visite à Taïwan de certains sénateurs français](#) », Ambassade de la République populaire de Chine en République française, 23 septembre 2021.

⁶¹ FELIU Laura, SERRA Francesc, « The European Union as a 'normative power' and the normative voice of the European Parliament », in STAVRIDIS Stelios, IRRERA Daniela (dir.), *The European Parliament and its International Relations*, Abingdon, Routledge, 2015, pp. 17-34.

⁶² NIQUET Valérie, « La stratégie d'influence de Taïwan auprès de l'Union européenne », *Revue internationale et stratégique*, n° 52, 2003, p. 127.

à visibiliser Taïwan et à « façonner les perceptions et le discours à Bruxelles »⁶³. Ainsi, le Parlement européen s'est distingué en octobre 2021 en adoptant pour la première fois un rapport exclusivement consacré aux relations politiques et à la coopération entre l'Europe et Taïwan⁶⁴. Ce texte, porté par l'eurodéputé suédois Charlie Weimers (CRE), a reçu un très large soutien de tous les groupes politiques, à l'exception du groupe de la Gauche (GUE/NGL), et a été adopté à 580 voix contre 26. Formulant une série de recommandations non contraignantes à l'attention de la Commission européenne et du Haut représentant afin d'« intensifier les relations politiques entre l'UE et Taïwan », le rapport souligne que ces derniers sont des « partenaires partageant les mêmes valeurs de liberté, de démocratie, de droits humains et d'état de droit », et dénonce « les déclarations et actions belligérantes de la Chine » envers l'île.

En outre, en novembre 2021, une délégation officielle d'eurodéputés membres de la Commission spéciale sur l'ingérence étrangère (INGE) s'est rendue pour la première fois à Taïwan. Conduite par l'eurodéputé français Raphaël Glucksmann (S&D), la délégation a rencontré la présidente Tsai Ing-wen et réaffirmé que l'Europe était « aux côtés de Taïwan pour défendre la liberté, l'état de droit et la dignité humaine »⁶⁵. Pour l'Union européenne, cette visite a permis de renforcer la coopération en matière de lutte contre l'ingérence étrangère avec un pays qui doit y faire face depuis de nombreuses années. De plus, en juillet 2022, la vice-présidente du Parlement européen, l'eurodéputée allemande Nicola Beer (Renew) a également effectué une visite inédite à Taïwan, où elle a été reçue par la présidente Tsai⁶⁶. Ainsi, le Parlement européen agit comme le principal vecteur de la visibilisation politique de Taïwan au niveau européen : ses activités complètent et consolident celles des parlements nationaux, ce que démontre la visite à Taïwan d'une délégation suédoise incluant à la fois des eurodéputés et des députés, en avril 2022.

Tweets à l'occasion de la visite de la délégation d'eurodéputés à Taïwan, novembre 2021⁶⁷



4.2. La Commission européenne, nouveau « like-minded partner » de Taïwan ?

Plus prudente, la Commission européenne n'en multiplie pas moins les références à Taïwan dans ses communications officielles. Taïwan est par exemple mentionné comme un « partenaire » à trois reprises dans la stratégie indopacifique de l'Union européenne, présentée conjointement par la Commission et le Haut représentant pour les affaires étrangères et la politique de sécurité en septembre 2021⁶⁸.

L'île est notamment considérée comme un partenaire dans le domaine de la législation sur la protection des données et dans le domaine des semi-conducteurs. Très stratégique en raison de la vulnérabilité des chaînes d'approvisionnement européennes et de la forte dépendance de l'Europe envers Taïwan, ce dernier secteur est au cœur des coopérations bilatérales.

⁶³ FERENCZY Zsuzsa Anna, « [Why the European Parliament's Support for Taiwan Matters](#) », CHOICE, 18 avril 2022.

⁶⁴ « [Rapport sur les relations politiques et la coopération entre l'Union européenne et Taïwan](#) », Parlement européen, 21 octobre 2021.

⁶⁵ « [L'Europe 'aux côtés' de Taïwan, assure une délégation du Parlement européen](#) », Euractiv, 4 novembre 2021.

⁶⁶ « [Tsai Ing-wen invite Nicola Beer à renforcer le partenariat Taïwan-Europe](#) », Radio Taiwan International, 20 juillet 2022.

⁶⁷ Compte Twitter du ministère taiwanais des Affaires étrangères (@MOFA_Taiwan), 3 novembre 2021 ; compte Twitter de Raphaël Glucksmann (@rglucks1), 4 novembre 2021 ; compte Twitter de Tsai Ing-wen (@iingwen), 4 novembre 2021.

⁶⁸ « [La stratégie de l'UE pour la coopération dans la région indo-pacifique](#) », Commission européenne, 16 septembre 2021.

Ainsi, le plan d'action européenne sur les semi-conducteurs dévoilé par la Commission européenne le 8 février 2022 cite Taïwan comme un « *partenaire partageant des vues similaires* » à celles de l'UE⁶⁹, avec lequel elle pourra coopérer pour sécuriser ses approvisionnements. Dès lors, selon Marc Julienne, il est possible de parler d'une « *accélération* » et d'une « *densification des relations* » entre Taipei et Bruxelles⁷⁰.

Ce renforcement des relations entre la Commission européenne et Taïwan est symbolisé par le discours prononcé le 19 octobre 2021 devant le Parlement européen par la vice-présidente exécutive de la Commission européenne, Margarethe Vestager, au nom du Haut représentant Josep Borrell⁷¹. En effet, pour la première fois, ce discours est exclusivement consacré à la coopération et aux relations politiques entre l'UE et Taïwan. Dans ce dernier, la vice-présidente de la Commission souligne que les Européens ont un « *intérêt à préserver le statu quo dans le détroit de Taïwan* », et un « *intérêt à renforcer les relations et la coopération avec Taïwan* », dans le cadre de la politique d'une seule Chine. Elle affirme également que Taïwan et l'UE sont des « *partenaires qui partagent des vues similaires* » (*like-minded partners*), une expression fréquemment employée par le ministère taïwanais des Affaires étrangères. Enfin, Margarethe Vestager appelle à la « *solidarité* » avec la Lituanie et « *tous les États membres qui sont soumis à des pressions pour avoir pris des décisions que la Chine trouve offensantes* ». Désormais, Taïwan apparaît donc « *dans les documents politiques dès du bloc, les remarques officielles et les déclarations conjointes* »⁷², ce qui lui octroie une visibilité nouvelle.

5. La politisation des relations, résultat d'une convergence de multiples facteurs

Le rapprochement politique qui s'opère entre l'Europe et Taïwan depuis 2019-2020 résulte d'un enchevêtrement de causes qu'il n'est pas toujours facile de démêler. Néanmoins, quatre grands facteurs contribuent à la dynamique actuelle : les évolutions du contexte stratégique international, l'intérêt européen pour une coopération économique approfondie avec Taïwan, la détérioration des relations bilatérales entre l'Europe et la Chine, ainsi qu'une indéniable affinité avec un pays démocratique qui partage des valeurs similaires à celles de l'Europe.

5.1. Les évolutions du contexte stratégique international

Plusieurs évolutions du contexte international favorisent une hausse du soutien politique européen à Taïwan. Tout d'abord, l'intensification de la compétition stratégique entre les États-Unis et la Chine au cours de la dernière décennie a contribué à consolider les relations entre les États-Unis et Taïwan, particulièrement à partir de 2016. En août 2019, le ministre taïwanais des Affaires étrangères, Jaushieh Joseph Wu, considérait ainsi que « *les relations de Taïwan avec les États-Unis [étaient] très bonnes et probablement meilleures que jamais auparavant* »⁷³. Dans ce contexte, le Congrès américain a adopté, en mars 2020, le *Taiwan Allies International Protection and Enhancement Initiative Act* (TAIPEI Act), qui prévoit notamment de récompenser par un soutien américain accru les États qui approfondiraient leurs relations avec Taipei. Or, dans le cas de la Lituanie, le renforcement des liens avec Washington est précisément l'un des arguments avancés par 50 parlementaires dans une lettre qu'ils ont adressée au président lituanien en avril 2020. En effet, le texte indique que « *le développement des relations politiques et diplomatiques de la Lituanie avec Taïwan est une bonne occasion de renforcer la coopération avec le partenaire stratégique crucial pour notre sécurité, les États-Unis, qui soutiennent l'adhésion de Taïwan aux organisations internationales* »⁷⁴. Dans le contexte de la grave crise entre Vilnius et Pékin, ce soutien américain se matérialise en novembre 2021 par l'annonce du renforcement de la coopération militaire et commerciale entre les États-Unis et la Lituanie, qui obtient 600 millions de dollars de crédits à l'exportation.

En outre, à partir de l'élection de Tsai Ing-wen à la présidence taïwanaise en 2016, la Chine intensifie ses tentatives de déstabilisation et d'intimidation contre Taïwan. En janvier 2019, le président chinois Xi Jinping

⁶⁹ « [Action européenne sur les semi-conducteurs](#) », Commission européenne, 8 février 2022, p. 25.

⁷⁰ Cité in HUBAUT Leonor, « [L'Europe tisse prudemment des liens avec Taïwan](#) », *Le Figaro*, 4 novembre 2021.

⁷¹ « [EU-Taïwan political relations and cooperation: Speech on behalf of High Representative/Vice-President Josep Borrell at the EP plenary](#) », 19 octobre 2021.

⁷² SZCZUDLIK Justyna, « [The EU's new hype around Taiwan: Prospects for a more granular approach](#) », *op. cit.*

⁷³ JENNINGS Ralph, « [Foreign Minister: Taiwan-US Relations Probably at Their Best Ever](#) », *VOA News*, 30 août 2019.

⁷⁴ Compte Twitter du député lituanien Mantas Adomėnas (@Adomenas), 22 avril 2020.

(习近平) déclare que le gouvernement chinois ne promet pas de « renoncer à l'usage de la force » contre Taïwan, et se réserve la « possibilité de prendre toutes les mesures nécessaires » pour parvenir à la réunification⁷⁵. Ces déclarations belliqueuses sont suivies, à partir de l'automne 2020, d'une forte augmentation des incursions d'avions de l'Armée populaire de libération (APL) dans la zone d'identification de défense aérienne (ADIZ) de Taïwan, qui culminent en octobre 2021. Les tensions atteignent encore un niveau supérieur en août 2022, la Chine menant des exercices militaires à tirs réels autour de Taïwan, en réaction à la visite de la présidente de la Chambre des Représentants américaine, Nancy Pelosi⁷⁶. Dans ce contexte, l'Europe tente de défendre le *statu quo*. Ainsi, le 3 août 2022, les ministres des Affaires étrangères du G7 publient une déclaration conjointe dans laquelle ils se disent « préoccupés par les activités menaçantes menées récemment et annoncées par la République populaire de Chine, en particulier par les manœuvres à tirs réels et les mesures de coercition économique, qui risquent de provoquer une escalade inutile »⁷⁷.

Plus largement, Taïwan s'impose progressivement comme un partenaire démocratique aux yeux d'États européens soucieux de préserver l'ordre international libéral face au « rival systémique » chinois. Le gouvernement taïwanais exploite largement ce thème, en dépeignant Taïwan comme étant sur la « ligne de front de la lutte mondiale entre l'ordre démocratique libéral et l'alternative autoritaire »⁷⁸. De surcroît, au cours des dernières années, l'émergence de l'Indopacifique comme l'une des priorités stratégiques de l'Europe⁷⁹ n'a fait que renforcer l'importance de Taïwan pour les Européens, comme en témoignent les mentions de l'île dans les stratégies indopacifiques française et européenne. En effet, les objectifs de l'Union européenne dans l'Indopacifique, où elle cherche à « mettre en place des partenariats qui consolident l'ordre international fondé sur des règles, répondent aux défis mondiaux et jettent les bases d'une reprise économique rapide, juste et durable créatrice de prospérité à long terme »⁸⁰ passent aussi par l'approfondissement des relations avec Taïpei.

5.2. Taïwan, un partenaire économique de plus en plus incontournable

Le rapprochement euro-taïwanais est également la conséquence de l'importance croissante de Taïwan dans le domaine économique, et particulièrement dans le domaine stratégique des semi-conducteurs. En effet, la pandémie de Covid-19 a mis en lumière la dépendance de l'Europe à l'égard de Taïwan, dont elle dépend à 60 % pour la production de semi-conducteurs, selon les chiffres communiqués par le commissaire européen au Marché intérieur, Thierry Breton⁸¹.

La reprise économique consécutive à la pandémie a engendré une pénurie de ces composants essentiels à de nombreux secteurs clés (numérique, 5G, *smartphones*, industrie automobile, armement...), et dont la production est largement dominée par l'entreprise taïwanaise Taiwan Semiconductor Manufacturing Company (TSMC), qui détient près de 50 % du marché mondial. Selon le chercheur Mathieu Duchâtel, la position dominante de TSMC « renforce la valeur stratégique »⁸² de Taïwan aux yeux des États européens, comme en témoignent les différentes communications de la Commission européenne à ce sujet. Pour les États membres, les semi-conducteurs sont également un enjeu majeur. Ainsi, en janvier 2021, le ministre allemand de l'Économie, Peter Altmaier, s'est vu contraint d'écrire une lettre à son homologue taïwanaise, Wang Meihua, pour plaider la cause de l'Allemagne et demander aux fabricants de semi-conducteurs taïwanais de rehausser leurs capacités de production⁸³.

⁷⁵ Xi Jinping [习近平], « 为实现中华民族伟大复兴 推进祖国和平统一而共同奋斗 » [Travailler ensemble pour réaliser le grand renouveau de la nation et promouvoir la réunification pacifique de la patrie], Xinhua [新华网], 2 janvier 2019.

⁷⁶ LEPLÂTRE Simon, « La Chine lance trois jours d'exercices militaires par des tirs en direction de Taïwan », *Le Monde*, 4 août 2022.

⁷⁷ « Déclaration des ministres des Affaires étrangères du G7 sur la préservation de la paix et de la stabilité dans le détroit de Taïwan », Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères, 3 août 2022.

⁷⁸ TSAI Ing-wen, « Taiwan and the Fight for Democracy: A Force for Good in the Changing International Order », *Foreign Affairs*, octobre 2021.

⁷⁹ En 2018, la France est devenue le premier pays européen à se doter d'une stratégie indopacifique (régulièrement révisée depuis), suivie de l'Allemagne en août 2020, puis de la Commission européenne en septembre 2021.

⁸⁰ « La stratégie de l'UE pour la coopération dans la région indo-pacifique », Commission européenne, 16 septembre 2021.

⁸¹ MALINGRE Virginie, « Semi-conducteurs : le plan à 42 milliards d'euros de la Commission européenne », *Le Monde*, 8 février 2022.

⁸² LEPLÂTRE Simon, « Entretien avec Mathieu Duchâtel : "La production de puces est une grande force stratégique pour Taïwan face à la Chine" », *Le Monde*, 25 avril 2021.

⁸³ « Germany urges Taiwan to help ease auto chip shortage », Reuters, 24 janvier 2021.

La coopération économique est également un facteur manifeste de la politisation des relations entre Taïwan et certains États d'Europe centrale et orientale, comme la Lituanie, la République tchèque et la Slovaquie, qui ont chacune reçu la visite du ministre du Développement national de Taïwan en octobre 2021. Alors que ces pays n'ont pas tiré les bénéfices escomptés de la coopération économique avec la Chine, ils utilisent leurs bonnes relations politiques avec Taipei comme levier pour obtenir des investissements taiwanais.

Ainsi, à la suite de l'ouverture d'un bureau de représentation taiwanais en Lituanie en novembre 2021, Taïwan a promis d'investir dans l'économie du pays pour faire face à la coercition chinoise. En janvier 2022, le représentant taiwanais en Lituanie, Eric Huang, a annoncé la mise en place d'un fonds d'investissement d'un montant de 200 millions de dollars pour aider le secteur lituanien des hautes technologies⁸⁴. Quelques jours après, le gouvernement taiwanais a également proposé la création d'un fonds de crédit d'1 milliard de dollars, afin d'amortir les conséquences de la coercition chinoise et de développer le secteur lituanien des semi-conducteurs⁸⁵.

Les perspectives économiques jouent aussi un rôle important dans le cas de la politisation des relations avec République tchèque, qui entretient traditionnellement de solides liens économiques avec Taipei. En effet, les investissements taiwanais y sont particulièrement importants depuis les années 1990, le pays représentant la sixième destination européenne d'IDE taiwanais. En 2020, l'agence d'investissements CzechInvest indiquait que les entreprises taiwanaises avaient investi dans 32 projets en République tchèque depuis 1993, pour environ 700 millions d'euros, et créé 24 000 emplois, soit un nombre bien plus important que celui d'emplois générés par les investissements chinois sur la même période⁸⁶.

5.3. Les relations avec la Chine, contexte structurant de la relation avec Taïwan

Les relations bilatérales entre les États européens et la Chine structurent en grande partie leurs relations avec Taïwan. En effet, les États pour lesquels la politisation des relations avec Taïwan est la plus aboutie sont ceux qui entretiennent des liens économiques relativement faibles avec la Chine, et dont les relations avec Pékin se sont dégradées au cours des dernières années. Par exemple, La Lituanie et la République tchèque, qui sont les deux États européens où ce processus est le plus avancé, sont également deux États dont les rapports économiques et politiques avec la Chine s'étaient nettement dégradés avant même leur rapprochement avec Taïwan. À l'inverse, les États plus dépendants économiquement de la Chine sont moins enclins à normaliser leurs relations avec Taïwan, ce qui n'empêche toutefois pas la visibilisation.

Dans le cas de la Lituanie, de la République tchèque et de la Slovaquie, les espoirs initiaux en matière de coopération économique avec la Chine ont progressivement laissé place au désenchantement. Ces trois États ont rejoint la Belt and Road Initiative (BRI) et étaient initialement tous membres du format 17+1, créé par la Chine en 2012 pour servir de cadre institutionnel à ses investissements dans la région. Cependant, le format est depuis quelques années l'objet de critiques de la part de certains pays européens⁸⁷, et en particulier de la Lituanie. En mars 2021, le ministre lituanien des Affaires étrangères, Gabrielius Landsbergis, a affirmé qu'il n'avait apporté « *presque aucun bénéfice* » à la Lituanie, et qu'il n'était « *pas utile pour l'Europe* »⁸⁸. Or, ces déclarations coïncident avec l'annonce de l'ouverture d'un bureau de représentation taiwanais à Vilnius, soit deux mois avant que la Lituanie ne se retire officiellement du format 17+1. De même, alors que le gouvernement tchèque n'a pour l'instant pris aucune décision en ce sens, en mai 2022, la commission des Affaires étrangères du Parlement tchèque a voté une résolution lui demandant de quitter le groupe⁸⁹.

Cette dégradation des relations économiques se double d'une prise de conscience du poids somme toute limité de la Chine dans l'économie de ces pays. En 2020, la Chine ne représentait que 2,6 % du commerce extérieur de la Lituanie, et seulement 1,1 % de ses exportations⁹⁰. De même, en dépit des promesses de la BRI, le stock d'investissements chinois en Lituanie demeure très faible, puisqu'il s'élevait à seulement 48,5

⁸⁴ « [Taiwan vows strategic proposals for Lithuania's semiconductor industry](#) », *LRT*, 22 mars 2022.

⁸⁵ Stuart Lau, « [Lithuania secures extra \\$1B pledge from Taiwan amid China blockade](#) », *Politico*, 11 janvier 2022.

⁸⁶ « [Vystrčilova cesta na Tchaj-wan neohrozila čínské investice. Dopady jsou zanedbatelné, tvrdí CzechInvest](#) » [Le voyage à Taïwan n'a pas mis en péril les investissements chinois. L'impact est négligeable, selon CzechInvest], *iROZHLAS*, 27 août 2021.

⁸⁷ TRINKWALDER Michael, « [Is China Losing Central Europe?](#) », *9DashLine*, 12 février 2021.

⁸⁸ « [Lithuania mulls leaving China's 17+1 forum, expanding links with Taiwan](#) », *LRT English*, 2 mars 2021.

⁸⁹ KARASKOVA Ivana, « [When Will the Czech Republic Exit the 16+1?](#) », *CHOICE*, 28 juillet 2022.

⁹⁰ Chiffres calculés à partir des données d'Eurostat, « EU trade since 1988 by SITC ».

millions de dollars en 2020. La Slovaquie se trouve dans une situation similaire. En 2020, le commerce bilatéral avec la Chine ne représentait que 3,2 % du commerce extérieur slovaque, tandis que le stock d'IDE chinois dans le pays atteignait à peine les 60 millions de dollars. En revanche, le cas de la République tchèque est un peu différent, car le commerce avec la Chine représentait 6 % de son commerce extérieur en 2020, un chiffre comparable à celui de la France ou de l'Italie. Toutefois, seulement 1,3 % des exportations tchèques sont à destination de la Chine, contre trois fois plus en France. En outre, les annonces d'investissements chinois entre 2015 et 2018 ne se sont pas réellement concrétisées, ce qui a participé à la forte dégradation de l'image de la Chine dans le pays à partir de 2019⁹¹. Dès lors, il apparaît plus aisé pour ces pays de renforcer leurs relations avec Taïwan, puisque le coût d'éventuelles mesures de rétorsion chinoises serait relativement faible⁹².

Au-delà des liens économiques, les relations politiques entre les États européens et la Chine se sont également dégradées ces dernières années, de même que l'image de la Chine dans l'opinion publique européenne. Trois sujets ont largement contribué à amplifier cette détérioration. Premièrement, la répression des manifestations à Hong Kong à partir du printemps 2019, suivie par l'adoption de la loi sur la sécurité nationale le 30 juin 2020, a suscité la réprobation de la majorité des gouvernements européens, et permis à ces derniers de prendre conscience que la Chine n'entendait pas respecter ses engagements. Deuxièmement, les graves accusations d'atteintes aux droits humains dans la région autonome ouïghoure du Xinjiang ont encore un peu plus abîmé l'image de la Chine en Europe. Troisièmement, la pandémie de Covid-19 a achevé de dégrader l'image de la Chine en Europe, bien aidée par la rhétorique agressive que Pékin déploie à travers sa « diplomatie des loups guerriers » (战狼外交). Ainsi, la pandémie de Covid-19 a permis à Taïwan de remporter la bataille de l'image contre la Chine, dont le comportement apparaît comme un « catalyseur du soutien international à Taïwan »⁹³. Enfin, à ces trois événements il faut ajouter les dynamiques propres à chaque État. Par exemple, dans le cas de la Lituanie, les tensions remontent à février 2019, lorsque les services de renseignement ont identifié l'espionnage chinois comme une « menace » pour la sécurité nationale⁹⁴, suscitant l'ire de Pékin.

Conséquence de la détérioration des relations, l'image de la Chine auprès de l'opinion publique européenne se dégrade progressivement depuis 2018, comme le souligne une vaste enquête d'opinion publique conduite dans dix pays de l'UE par l'Université Palacký d'Olomouc (République tchèque) en 2020⁹⁵. En raison de de cette évolution, à l'automne 2020, les opinions négatives à l'égard de la Chine étaient majoritaires dans quatre des États membres de l'UE concernés par l'enquête : la Suède, la France, l'Allemagne et la République tchèque, quatre pays où la visibilisation de Taïwan s'est nettement accentuée depuis 2020. Ainsi, en Suède, 66,9 % des enquêtés ont une opinion « négative » ou « très négative » à l'égard de la Chine, contre 61,6 % en France et en Allemagne, ou encore 56,1 % en République tchèque. Dans ces quatre pays, entre 40 et 60 % des sondés affirment que leur opinion de la Chine s'est dégradée au cours des trois années précédentes.

⁹¹ GARLICK Jeremy, « [Chinese Investments in the Czech Republic: Opportunity or Threat?](#) », CHOICE, 12 février 2020.

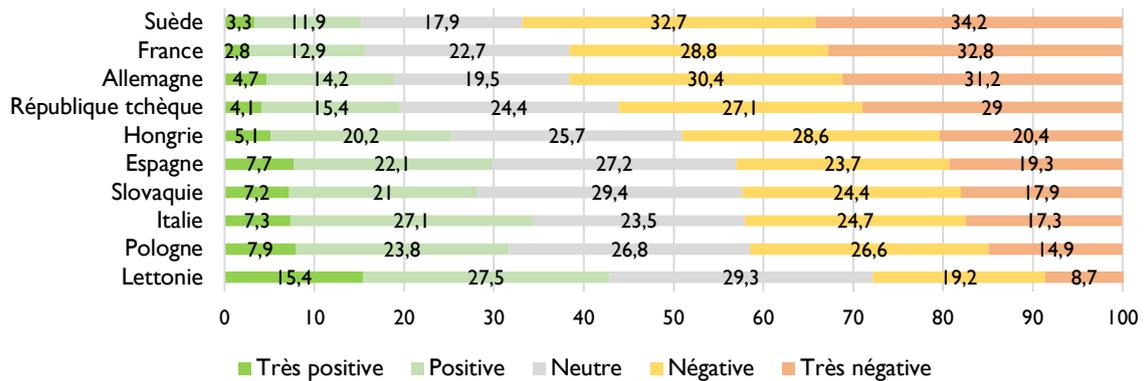
⁹² C'est précisément pour rendre le coût économique beaucoup plus important que la Chine a « multilatéralisé » les sanctions contre la Lituanie à l'automne 2021, ce qui n'avait probablement pas été anticipé par le gouvernement lituanien.

⁹³ JULIENNE Marc, SEAMAN John, « [Pékin : pire et meilleur ennemi de Taïwan](#) », *Politique étrangère*, n° 2, 2021, p. 52.

⁹⁴ « [National Threat Assessment 2019](#) », State Security Department of the Republic of Lithuania, 2019, pp. 32-33.

⁹⁵ TURCSANYI Richard Q., ŠIMALCIK Matej, KIRONSKA Kristína, SEDLAKOVA Renáta et al., « [European public opinion on China in the age of COVID-19](#) », Central European Institute of Asian Studies, décembre 2020.

Graphique I. Opinions à l'égard de la Chine (en %), automne 2020⁹⁶



5.4. La solidarité entre démocraties, un discours omniprésent

Enfin, bien que le poids de ce facteur demeure difficile à évaluer avec précision, les références au caractère démocratique de Taïwan et l'invocation de valeurs communes (liberté, respect des droits humains) avec l'île sont omniprésentes dans le discours politique, notamment dans le cadre de la diplomatie parlementaire. En effet, Taïwan est désormais perçu comme un partenaire démocratique pour l'Europe, ce que la réélection de la présidente Tsai Ing-wen en janvier 2020 n'a fait que confirmer. Par exemple, dans son discours au Parlement européen en octobre 2021, la vice-présidente de la Commission européenne, Margarethe Vestager, a déclaré que « *l'Union européenne continuera à soutenir [le] système de gouvernance [de Taïwan] fondé sur la démocratie, l'état de droit et les droits humains* »⁹⁷.

Le sentiment d'identification et de solidarité avec Taïwan est particulièrement prégnant dans certains pays d'Europe centrale et orientale, qui ont fait l'expérience de l'autoritarisme communiste dans leur histoire. Ainsi, les références au passé pour justifier le renforcement des relations avec Taïwan est fréquent en Lituanie, première république socialiste soviétique à avoir recouvré son indépendance en mars 1990. Dans leur lettre adressée au président lituanien en avril 2020, les cosignataires évoquent l'« *expérience historique unique* » de la Lituanie pour demander qu'elle fasse « *preuve de solidarité avec les sociétés libres et démocratiques du monde et [soutienne] leur résistance contre l'agression des régimes totalitaires et autoritaires* »⁹⁸. De la même manière, l'histoire est régulièrement invoquée en République tchèque et en Slovaquie, où la Révolution de velours de novembre-décembre 1989 a conduit à la chute du régime communiste et ouvert la voie de la démocratisation. Par exemple, en août 2020, dans un discours à l'Université nationale Chengchi de Taipei, le président du Sénat tchèque, Miloš Vystrčil, a longuement insisté sur le fait que les peuples tchèque et taïwanais avaient tous deux « *emprunté un chemin difficile pour gagner leur liberté et leur démocratie* »⁹⁹.

Finalement, comme l'écrivent Marc Julienne et John Seaman, Pékin peut bel et bien être considéré « *à la fois comme le meilleur et le pire ennemi de Taipei* »¹⁰⁰. En effet, la montée des pressions chinoises contre l'île a conduit à un plus grand sentiment de solidarité entre Taïwan et l'Europe, particulièrement dans les pays qui ont vécu sous la tutelle de Moscou jusqu'en 1989-1991. L'invasion russe de l'Ukraine n'a fait que renforcer cette dynamique, comme en témoigne le resserrement des liens entre Taïwan et la Pologne depuis mars 2022¹⁰¹. De même, la fréquente analogie entre la situation de l'Ukraine et celle qui prévaut dans le détroit de Taïwan bénéficie à Taipei. Par exemple, pour l'eurodéputé Raphaël Glucksmann, « *il faut impérativement*

⁹⁶ Graphique adapté des données de *Ibid.*

⁹⁷ « [EU-Taiwan political relations and cooperation: Speech on behalf of High Representative/Vice-President Josep Borrell at the EP plenary](#) », 19 octobre 2021.

⁹⁸ Compte Twitter du député lituanien Mantas Adomėnas (@Adomenas), 22 avril 2020.

⁹⁹ « [The speech of the President of the Senate Mr Miloš Vystrčil at National Chengchi University: Deeds are the best words](#) », Senate of the Czech Republic, 31 août 2020.

¹⁰⁰ JULIENNE Marc, SEAMAN John, « [Pékin : pire et meilleur ennemi de Taïwan](#) », *op. cit.*, p. 52.

¹⁰¹ « [MOFA thanks Polish Senate's Foreign and EU Affairs, Health Committees for WHO support](#) », *Taiwan Today*, 22 juillet 2022.

contenir l'agressivité des dictatures russe et chinoise. L'avenir du monde se décide en grande partie à Kyiv et Taipei aujourd'hui »¹⁰².

Synthèse des facteurs de politisation des relations avec Taïwan¹⁰³

Facteurs de la politisation	Allemagne	France	Lituanie	R. tchèque
Contexte stratégique et économique				
« Rivalité systémique » avec la Chine	x	x	x	x
Élaboration d'une stratégie indopacifique	x	x		
Intérêt pour les semi-conducteurs taïwanais	x	x	x	x
Relations bilatérales avec la Chine				
Faible dépendance économique à l'égard de la Chine			x	x
Dégradation des relations politiques depuis 2019	x	x	x	x
Image négative de la Chine majoritaire dans l'opinion	x	x	x	x
Valeurs et contexte historique				
Expérience historique de l'autoritarisme communiste	x		x	x
Diplomatie valorisant les valeurs libérales	x	x	x	x
Type de dynamique	Visibilisation sans normalisation		Politisation aboutie	

La dynamique de renforcement des relations politiques entre Taïwan et les États européens apparaît donc comme le résultat d'une conjonction de facteurs particulièrement favorables à Taipei. Toutefois, les relations bilatérales avec la Chine demeurent la variable centrale de cette évolution. En effet, comme le montre le tableau ci-dessus, les pays où la politisation est la plus aboutie se distinguent avant tout par leur faible dépendance économique à l'égard de la Chine, qui leur donne une latitude que n'ont pas nécessairement des États comme la France ou l'Allemagne. Néanmoins, ce facteur ne doit pas occulter le rôle de la volonté politique, comme le démontre par exemple l'évolution de la diplomatie déclaratoire allemande depuis la nomination d'Annalena Baerbock au ministère fédéral des Affaires étrangères, en décembre 2021.

6. Conclusion

La politisation inédite des relations entre les États européens et Taïwan depuis le tournant de 2019-2020 s'inscrit dans un contexte plus large d'augmentation des échanges économiques, culturels ou encore scientifiques entre l'île et le Vieux Continent. Néanmoins, ce processus demeure fragile et nécessite d'être encore approfondi. Premièrement, il ne concerne pas tous les États européens, certains demeurant encore réticents à renforcer leurs liens avec Taipei au risque de compromettre leurs relations avec Pékin. Deuxièmement, la dynamique actuelle est avant tout à mettre au crédit d'une diplomatie parlementaire très active, qui ne se traduit pas toujours en actes de la part des exécutifs européens. Troisièmement, les années 1990 ont montré que la politisation n'était pas un processus irréversible, Taïwan ayant avant tout bénéficié d'un concours de circonstances favorables. Ainsi, il apparaît essentiel d'institutionnaliser les échanges politiques non officiels bilatéraux afin de pérenniser la visibilité et la normalisation de Taïwan en Europe.

En effet, ce renforcement des relations avec Taïwan – dans le cadre de la politique d'une seule Chine – est dans l'intérêt des Européens. Tout d'abord, alors que l'Europe ambitionne de « consolider et défendre l'ordre international fondé sur des règles »¹⁰⁴, notamment dans la région indopacifique, Taïwan s'impose comme un partenaire démocratique incontournable. Ensuite, le développement de relations politiques avec Taïwan répond à un véritable besoin de coopération économique, industrielle et technologique au plus haut niveau, en particulier dans le domaine des semi-conducteurs. Enfin, l'Europe a intérêt au maintien de la stabilité et du

¹⁰² Compte Twitter de Raphaël Glucksmann, (@rGlucks1), 3 août 2020.

¹⁰³ Tableau adapté de COUVREUR Quentin, *Entre visibilité et normalisation : la politisation des relations entre Taïwan et les États membres de l'Union européenne depuis 2020*, op. cit., p. 100 et p. 162.

¹⁰⁴ « La stratégie de l'UE pour la coopération dans la région indo-pacifique », Commission européenne, 16 septembre 2021, p. 3.

statu quo dans le détroit de Taïwan, puisque toute action militaire chinoise contre l'île aurait des répercussions désastreuses pour le monde entier. Dans ce contexte, la politisation des relations avec Taïwan est l'un des principaux leviers dont dispose l'Europe pour prévenir un conflit et « convaincre Pékin que le coût d'une intervention serait trop important »¹⁰⁵.

¹⁰⁵ BONDZ Antoine, « [Les Européens ont un rôle à jouer dans la prévention d'un conflit dans le détroit de Taïwan](#) », Notes de la FRS, Fondation pour la recherche stratégique, n° 05/21, 8 mars 2021, p. 5.

Annexes¹⁰⁶

Bureaux de représentation (16) des États membres de l'UE à Taïwan, août 2022

État	Nom du bureau
Allemagne	German Institute Taipei
Autriche	Austrian Office Taipei
Belgique	Belgian Office, Taipei
Danemark	Trade Council of Denmark, Taipei
Espagne	Spanish Chamber of Commerce
Finlande	Finland Trade Center, Taipei
France	French Office in Taipei
Hongrie	Hungarian Trade Office, Taipei
Italie	Italian Economic, Trade and Cultural Promotion Office in Taipei
Luxembourg	Luxembourg Trade and Investment Office, Taipei
Pays-Bas	Netherlands Office Taipei
Pologne	Polish Office in Taipei
R. tchèque	Czech Economic and Cultural Office Taipei
Slovaquie	Slovak Economic and Cultural Office Taipei
Suède	Swedish Trade and Invest Council
UE	<i>European Economic and Trade Office</i>

¹⁰⁶ Les annexes sont adaptées de COUVREUR Quentin, *Entre visibilité et normalisation : la politisation des relations entre Taïwan et les États membres de l'Union européenne depuis 2020*, op. cit., pp. 133-134 et p. 136.

Bureaux de représentation de Taïwan dans l'Union européenne, août 2022

État	Nom du bureau
Allemagne (4)	Taipei Representative Office in the Federal Republic of Germany
	Taipei Representative Office in the Federal Republic of Germany, Munich Office
	Taipei Representative Office in the Federal Republic of Germany, Frankfurt Office
	Taipei Representative Office in the Federal Republic of Germany, Hamburg Office
Autriche (1)	Taipei Economic and Cultural Office in Austria
Belgique et UE (1)	Taipei Representative Office in the EU and Belgium
Danemark (1)	Taipei Representative Office in Denmark
Espagne (1)	Taipei Economic and Cultural Office, Spain
Finlande (1)	Taipei Representative Office in Finland
France (2)	Taipei Representative Office in France
	Taipei Representative Office in France, Aix-en-Provence Office
Grèce (1)	Taipei Representative Office in Greece
Hongrie (1)	Taipei Representative Office, Budapest, Hungary
Irlande (1)	Taipei Representative Office in Ireland
Italie (1)	Taipei Representative Office in Italy
Lettonie (1)	Taipei Mission in the Republic of Latvia
Lituanie (1)	Taiwanese Representative Office in Lithuania
Pays-Bas (1)	Taipei Representative Office in the Netherlands
Pologne (1)	Taipei Representative Office in Poland
Portugal (1)	Taipei Economic and Cultural Center, Portugal
R. tchèque (1)	Taipei Economic and Cultural Office, Prague
Slovaquie (1)	Taipei Representative Office, Bratislava
Suède (1)	Taipei Mission in Sweden
19	23

Groupes d'amitié parlementaires avec Taïwan dans l'Union européenne, août 2022

État	Nom du groupe parlementaire	Président	Parti du président	Groupe
Allemagne	Berlin-Taïpei Parliamentary Circle of Friends	Klaus-Peter WILLSCH	Union chrétienne-démocrate (CDU)	PPE
Belgique	Belgium-Taiwan Friendship Group	Plusieurs co-présidents	–	–
Espagne	Asociación Independiente de Parlamentarios Amigos de Taiwán-España	Eloy SUAREZ LAMATA	Parti populaire	PPE
France	<i>Groupe d'études à vocation internationale sur les questions liées à l'expansion de l'économie taïwanaise</i>	<i>François DE RUGY (2017-juin 2022)</i>	<i>La République en marche (LREM)</i>	RE
	Groupe d'échanges et d'études Sénat-Taïwan	Alain RICHARD	La République en marche (LREM)	RE
Danemark	Denmark-Taiwan Friendship Group	Michael AASTRUP JENSEN	Venstre	RE
Estonie	Estonia-Taiwan Friendship Group	Jüri JAANSON	Parti de la réforme d'Estonie (ERE)	RE
Finlande	Finnish Parliamentary Taiwan Friendship Group	Mikko KÄRNÄ	Parti du centre	RE
Irlande	Ireland-Taiwan Parliamentary Friendship Association	John MCGUINNESS	Fianna Fáil	RE
Italie	Italy-Taiwan Parliamentary Friendship Group	Lucio MALAN	Forza Italia (FI)	PPE
Lettonie	Group for the Support of Taiwan	Jānis VUCANS	Pour la Lettonie et Ventspils	–
Lituanie	Group for Relations with the Republic of China (Taiwan)	Matas MALDEIKIS	Chrétiens-démocrates lituaniens (TS-LKD)	PPE
Pologne	Polish-Taiwanese Parliamentary Group	Waldemar ANDZEL	Droit et justice (PiS)	CRE
Portugal	Portugal-Taiwan Parliamentary Friendship Group	Paulo RIOS DE OLIVEIRA	Parti social-démocrate (PSD)	PPE
R. tchèque	Czech Republic-Taiwan Friendship Group	Marek BENDA	Parti démocratique civique (ODS)	CRE
Roumanie	Romania-Taiwan Parliamentary Friendship Group	Cătălin-Daniel FENECHIU	Parti national libéral (PNL)	PPE
Slovaquie	Slovak-Taiwanese Parliamentary Friendship Group	Peter OSUSKY	Liberté et solidarité (SaS)	CRE
Suède	Swedish-Taiwanese Parliamentary Association	Boriana ÅBERG	Parti modéré de rassemblement (M)	PPE
Parlement européen	European Parliament-Taiwan Friendship Group	Michael GAHLER	Union chrétienne-démocrate (CDU)	PPE

FRS PROGRAMME TAIÛWAN
SUR LA SÉCURITÉ ET LA DIPLOMATIE

FONDATION
pour la RECHERCHE
STRATÉGIQUE